



Ce qu'il faut retenir des budgets participatifs en 2017 en France

10/11/2017

Hausse du nombre de villes qui s'emparent des budgets participatifs, agents qui peinent à s'emparer du dispositif... Antoine Bézard, fondateur et animateur du site Lesbudgetsparticipatifs.fr revient sur les principaux enseignements de ce regain de démocratie participative.

Spécialiste des budgets participatifs, Antoine Bézard dresse chaque année le bilan annuel des budgets participatifs dans les communes françaises. Il se penche pour la Gazette sur l'évolution annuelle d'un outil de démocratie locale en plein essor.

Comment expliquez-vous que le nombre de villes qui se sont emparées des budgets participatifs ait presque doublé en seulement un an ?

Le premier enseignement de mon [étude](#) est en effet la dynamique très forte qui porte les budgets participatifs. Alors que 26 villes se sont emparées de ce dispositif en 2016, elles sont désormais 47. Et en l'espace de trois ans, depuis les dernières élections municipales, ils ont été multipliés par 8. Si ces budgets se sont beaucoup développés, c'est parce qu'ils sont souvent considérés par les élus locaux comme l'une des réponses possibles au manque de confiance des citoyens dans la politique municipale.

Le principe « vous décidez, nous réalisons » séduit les citoyens et répond au souhait d'avoir un maire qui s'engage concrètement à appliquer des projets décidés collectivement. Cette démarche de restauration de la confiance parle fortement à des élus locaux parfois bien en peine de savoir comment répondre concrètement aux attentes de leurs administrés.

Votre étude souligne également que la participation des citoyens est en train de monter. Pourquoi d'après vous ?

Il y a d'abord une meilleure notoriété des budgets participatifs, directement liée à la communication que peuvent faire les villes autour du sujet. A Paris par exemple, la participation poursuit son augmentation. Elle était de 2% en 2014, 4% en 2015, 7% l'an passé et 7,6% cette année. Des réalisations concrètes qui commencent à sortir de terre donnent aussi une vraie force aux budgets participatifs en montrant que cela marche.

Cela se constate clairement quand on compare les taux de participation des villes qui ont lancé leur budget en 2014 ou en 2015 et les nouvelles venues. Si les premières parviennent à mobiliser 5% des citoyens, les secondes sont plutôt autour de 2 à 3%. Cette dynamique est aussi liée à la simplicité du système : plus il est facile de voter, plus les citoyens vont s'emparer de ce sujet. On voit que quand ce n'est pas le cas, le taux de participation chute fortement. Par exemple, Grenoble dont la participation

était de 1% en 2015 et de 7% en 2016 en a vu ce chiffre descendre à 3,5% en 2017. A l'origine de cette baisse, la mise en place d'un système de vote électronique très compliqué.

Votre travail souligne que les budgets participatifs, qui ont longtemps été le propre des communes de gauche, sont en train de conquérir aussi des villes plus centristes. Les budgets participatifs sont nés de villes communistes, de territoires aux projets radicaux comme Porto Alegre au Brésil. Mais aujourd'hui, ils sont surtout considérés comme un outil au service du progressisme, bien plus que comme un projet altermondialiste.

L'utopie n'est plus du tout présente dans les discours des élus qui développent les budgets participatifs.

Votre étude montre enfin que les processus de mise en place semblent maintenant bien ancrés dans la culture territoriale...

Dans toutes les villes désormais, les budgets participatifs s'organisent en 5 étapes : la décision du conseil municipal de se lancer sur ce terrain, le dépôt de projet des habitants, l'étude par les services municipaux de la faisabilité de ces suggestions, le vote des citoyens et enfin la réalisation concrète. Les villes utilisent désormais un modèle horizontal avec tous les citoyens sur un pied d'égalité. Une autre logique a longtemps prévalu, celle de projets d'abord choisis par des conseils de quartiers. C'est désormais bien fini.

Les rencontres annuelles des budgets participatifs ont mis en lumière les réticences des agents quand ils doivent travailler sur la sélection des projets retenus et leur réalisation. Pourquoi ont-ils ce ressenti ?

Les budgets participatifs sont seulement pensés pour les citoyens. Peu de communes ont pris le temps de se demander comment cela serait vécu par leurs agents. Les agents territoriaux sont habitués à une logique pyramidale, avec des ordres qui viennent des élus locaux. Travailler dans une optique « bottom up » qui fait remonter les besoins des citoyens aux agents est très éloigné de leurs habitudes de travail.

Se pose aussi la question du sens général de l'action publique. Les citoyens peuvent demander des projets qui ne semblent pas essentiels aux agents qui le vivent souvent assez mal.

Source : <http://www.lagazettedescommunes.com/533778/ce-quil-faut-retenir-des-budgets-participatifs-en-2017/>